

AD	SP	EP	CL	SA
3 NOV. 2016				
PS	TR	AM	EP	FI

Conseil communal  
Case postale 58  
2023 GorgierNeuchâtel, le 1<sup>er</sup> novembre 2016

Concerne:      **requérant** : Commune de Gorgier  
                 **articles cadastraux** : 3874, 4087, 4177, 4210, 4556, 4557, 4558, 4578, 5786, 6528 et 7039  
                 **zone de planification** : zone d'habitation à moyenne et faible densité / ZP2  
                 **auteur des plans** : DSI – Desaulles & Simon Ingénieurs civils Sàrl  
                 **procédure** : sanction définitive  
                 **désignation de l'objet** : construction de deux giratoires et d'une nouvelle route  
                 **dossier SAT n°** : SATAC 18296

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,

Les plans du dossier susmentionné ont été examinés par les services cantonaux concernés et nous vous communiquons notre **préavis** (art. 31, al. 1, de la loi sur les constructions (LConstr.), du 25 mars 1996 et 58 du règlement d'exécution de la loi sur les constructions (RELConstr.), du 16 octobre 1996).

## A) DECISIONS SPECIALES

Nous vous rappelons les **décisions spéciales** relatives à ce projet:

- décision spéciale du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE) n° SAG-18296.1.2015, du 1<sup>er</sup> novembre 2016, relative à une dérogation à la distance à la vigne (annexe 1) ;
- décision du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE), du 1<sup>er</sup> novembre 2016, concernant une autorisation de défrichement de 113 m<sup>2</sup> (annexe 2).

## B) PREAVIS

Dans le cadre de la mise en circulation du dossier, les services suivants ont été consultés:

### 1. Service de l'aménagement du territoire

Mis à l'enquête publique du 13 février 2015 au 16 mars 2015, le projet a suscité les oppositions suivantes :

- Mme et M. Eliane et Jean-Claude Jacot, Combamare 15, 2023 Gorgier ;
- M. Aldo Glardon, Les Plantées 8, 2023 Gorgier ;
- Mme et M. Corinne et Martin Spring, Vieille-Route 9, 2023 Gorgier ;
- Mme Liliane Greissen, Vieille-Route 14, 2023 Gorgier, représentée par M. Bolle.

Une séance de conciliation s'est tenue entre la Commune et les oppositions les 9 décembre 2015 et 9 février 2016. Dans la suite de cette séance, des accords ont été trouvés entre la Commune et les opposants. Ainsi les oppositions suivantes ont été retirées par leurs auteurs :

- retrait de l'opposition de Mme et M. Eliane et Jean-Claude Jacot, le 20 juin 2016 ;
- retrait de l'opposition de M. Aldo Glardon, le 14 mars 2016 ;
- retrait de l'opposition de Mme et M. Corinne et Martin Spring dans la promesse de vente immobilière du 8 février 2016 ;
- retrait de l'opposition de Mme Liliane Greissen, dans la convention entre cette dernière et la Commune de Gorgier, du 18 novembre 2015.

Dans cette suite, les plans ont ainsi été modifiés. Le dossier de plans en lien avec le permis de construire est composé des pièces suivantes :

- Plan du géomètre, éch. 1/500, daté du 8 janvier 2016 ;
- Situation, éch. 1/200, portant l'indice B en date du 07.01.2016 ;
- Profil en long, Axe 1, éch. 1/200 et 1/50, portant l'indice A en date du 07.01.2016 ;
- Profil en long, Axe 2, éch. 1/200 et 1/50, portant l'indice A en date du 07.01.2016 ;
- Profil en long, Axe 3, éch. 1/200 et 1/50, portant l'indice A en date du 07.01.2016 ;
- Profil en long, Axe 4, éch. 1/200 et 1/50, portant l'indice A en date du 07.01.2016 ;
- Profil en travers, 0 à 11, éch. 1/50, portant l'indice A en date du 07.01.2016 ;
- Situation Canalisation et Introduction, éch. 1/200, portant l'indice 0 en date du 12.09.2014 ;
- Profils Types Canalisation et Introduction, éch. 1/20, portant l'indice 0 en date du 12.09.2014.

Au respect des conditions qui précède, le Service de l'aménagement du territoire préavis favorablement le dossier.

### **PRO INFIRMIS**

Voir préavis Pro Infirmitas annexé.

## **2. SENE - Environnement**

### **EVACUATION DES EAUX USEES ET CLAIRES**

Le projet de la nouvelle route intègre l'évacuation des eaux de manière séparative des parcelles existantes. Du fait de la modification des axes existants de la route, les profils en long des collecteurs devront être également revus afin de garantir un recouvrement suffisant des tuyaux (solidité structurelle du réseau).

Le plan de canalisations élaboré pour la mise à l'enquête doit encore être affiné avant la réalisation, notamment pour la localisation définitive des grilles-dépotoirs et les profondeurs des collecteurs pour permettre les croisements. Le déversoir d'orage provisoire existant sera mis hors service.

Des tubes en attente devront être posés sous le giratoire Ouest, afin de préparer la mise en œuvre de la mesure M14 du PGEE (mise en séparatif de la rue de Combamare).

Préavis favorable, sous réserve de pose de collecteurs en attente pour la réalisation future de la mesure M14 du PGEE.

### **PROTECTION CONTRE LE BRUIT**

Le report de la génération de trafic du PQ Roncinier, sur la nouvelle route projetée, avait été estimé, dans le cadre du projet de PQ, à 450 véh./jour. La nouvelle installation ne posait pas de problème quant aux respects des exigences (valeurs de planification) de l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) (rapport P+ Peterman Philippin A2294 / 16 avril 2010).

En ce qui concerne les 2 giratoires, ils sont à considérer comme une modification notable (respect des valeurs limites).

Les immissions sonores, déterminées sur la base du cadastre cantonal du bruit routier en incluant le trafic reporté par le futur PQ pour les locaux à usage sensible au bruit (LUSB) les plus exposés, respecteront largement les exigences du degré de sensibilité au bruit (DS) DS II. Conformément au manuel fédéral du bruit routier aucune majoration n'est à considérer pour ce genre de giratoire.

#### GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les matériaux de démolition et déchets de chantier doivent être triés en séparant au minimum:

- les déchets de chantier à déposer dans une décharge contrôlée pour matériaux inertes (DCMI),
- les matériaux pierreux réutilisables pour préparer des matériaux de recyclage,
- le bois et autres matériaux valorisables (métaux, plastiques, plâtre, carton, etc.) repris par les entreprises spécialisées,
- les déchets incinérables destinés aux usines d'incinération ou pouvant être remis à des installations dûment autorisées telles que centres de tri.

Le tri des déchets peut être effectué sur place par bennes multiples ou dans un centre de tri disposant d'une autorisation cantonale. La gestion des déchets de chantier se fera sous la responsabilité du maître de l'ouvrage ou de son mandataire pour la direction des travaux.

(Bases légales: art. 9 de l'ordonnance sur le traitement des déchets du 10.12.1990 et Arrêté concernant les déchets de chantier du 10.8.2005).

### 3. Architecte cantonal

Aucune remarque.

### 4. ECAP - Bureau de la prévention

#### *« Accès pour les sapeurs-pompiers »*

Les bâtiments et les autres ouvrages (y compris les hydrants et autres prises d'eau) doivent toujours rester accessibles afin que les sapeurs-pompiers puissent intervenir rapidement et efficacement (art. 44 NPI). Pour chaque bâtiment dont la hauteur totale excède 11 mètres, un accès jusqu'à la façade doit être garanti pour les véhicules de sauvetage aérien des services de secours.

- Les accès et les surfaces des zones de travail pour les sapeurs-pompiers supporteront la charge d'un véhicule de 30 tonnes en mouvement.
- Les tronçons rectilignes des chemins d'accès auront une largeur minimale de 3.50 m. sans obstacles médians ou latéraux (trottoirs, bordures, ilots, murs de soutènement, éclairage public, végétation, etc.) dont la hauteur dépasse 8 cm du niveau fini de la voie de circulation. Si les bordures des obstacles sont biseautées et permettent le roulement d'un véhicule poids-lourd (obstacles franchissables), la hauteur peut être augmentée à 12 cm.
- Les chemins d'accès auront une hauteur libre de passage minimale de 4.50 m (si nécessaire, la végétation devra être taillée)

- Dans les virages et intersections, le rayon de courbure de l'axe de la chaussée sera au minimum de 8 m (r int min : 5m ; Rext min 11m)
- Dans les giratoires, si les rayons de courbure précités ne sont pas respectés, l'ilot central devra être franchissable (sans obstacle ayant une bordure supérieure à 8 cm) par un véhicule poids lourd.
- La déclivité maximale des chemins d'accès sera de 20% et le dévers maximum de 5%. En présence d'un obstacle franchissable, ces valeurs devront être réduites.
- Les changements de pente présenteront un rayon vertical convexe minimal de 15 m. et concave minimal de 40 m.

*« Adduction d'eau d'extinction »*

Au sens de la LPDIENS (art. 26) et de son règlement d'application (RALPDIENS; art. 52), il y aura lieu de s'assurer que l'approvisionnement en eau d'extinction soit garanti (débit et pression suffisants) dans le périmètre concerné ainsi qu'un nombre suffisant de bornes hydrantes fonctionnels.

- Sur la base des éléments connus à ce jour concernant le développement futur de ce secteur, le débit aux hydrants (mesuré à 2 bars) doit être au minimum de 2'200 l/min.
- Les hydrants seront positionnés de manière à garantir un déploiement des conduites d'alimentation des véhicules sapeurs-pompiers de maximum 80 m. (distance réelle) sur l'ensemble du périmètre concerné. La configuration des bornes hydrants (nombre et position) et le dimensionnement des conduites d'adduction d'eau devront être proposée à l'ECAP avant la réalisation des travaux.

## **5. Service des ponts et chaussées**

Ce préavis est établi sur la base des plans suivants qui annulent et remplacent les plans ayant fait l'objet de la demande de sanction définitive.

- Plan du géomètre du 8 janvier 2016
- Situation 589-001B du 7.1.2016
- Profil en long, axe 1 589-002A du 7.1.2016
- Profil en long, axe 2 589-003A du 7.1.2016
- Profil en long, axe 3 589-004A du 7.1.2016
- Profil en long, axe 4 589-002A du 7.1.2016
- Profils en travers 0 à 11 589-006A du 7.1.2016
- Profil type canalisation et introduction 589-007 du 12.9.2014
- Situation canalisation et introduction 589-008 du 12.9.2014

De manière à être informé de l'avancement des travaux, les procès-verbaux des séances de chantier seront transmis au service des ponts et chaussées.

Les passages pour piétons devront répondre aux exigences de la norme VSS 640'241 notamment en ce qui concerne les distances de visibilité, distances de détection et abaisséments des bordures au droit des passages.

La signalisation horizontale et verticale devra faire l'objet d'un arrêté de circulation du Conseil communal. Préalablement, nous invitons le requérant à faire valider le plan de signalisation et d'éclairage par le SPCH. Les frais inhérents à la nouvelle signalisation ainsi qu'à la modification de la signalisation existante seront à l'entière charge de la commune.

Le voyer-chef de la division d'entretien 1 (M. D. Rossier, tél. 032 757 10 43) sera convoqué au début des travaux.

### **Giratoire de la Foulaz**

Le giratoire de la Foulaz empiète pour environ 113 m<sup>2</sup> sur l'article 6528, propriété du Service des ponts et chaussées. Le service des ponts et chaussées a convenu avec la commune de Gorgier de lui vendre la surface de terrain concernée.

Nous tenons à préciser que l'emprise de 113 m<sup>2</sup> est une surface approximative d'emprise et que la surface exacte sera déterminée par le géomètre cantonal à la suite des travaux. La vente sera exécutée quelle que soit la surface qui sera ainsi officiellement fixée.

L'ensemble des frais d'acte et de cadastre seront à l'entière charge du requérant.

Une fois les travaux réalisés, le requérant prendra contact avec M. Pascal Bühler, chef du Bureau des acquisitions de terrains et des affaires juridiques du service des ponts et chaussées (tél. 032 889 57 97) qui devra être présent lors de l'abornement de la surface vendue.

### **Giratoire de Combamare**

Une fois les travaux du giratoire de Combamare terminés, les emprises définitives nécessaires à la réalisation dudit giratoire seront reversées au domaine public cantonal. A ce sujet, le requérant prendra contact avec M. Pascal Bühler, chef du Bureau des acquisitions de terrains et des affaires juridiques du service des ponts et chaussées (tél. 032 889 57 97) qui devra être présent lors de l'abornement des surfaces versées au DP cantonal.

L'ensemble des frais d'acte et de cadastre seront à l'entière charge du requérant.

La signalisation horizontale et verticale devra faire l'objet d'un arrêté de circulation du Conseil communal. Préalablement, nous invitons le requérant à faire valider le plan de signalisation et d'éclairage par le SPCH. Les frais inhérents à la nouvelle signalisation ainsi qu'à la modification de la signalisation existante seront à l'entière charge de la commune.

Les plans d'exécution du giratoire de Combamare seront transmis sous format électronique à M. Pierre-André Dubois du service des ponts et chaussées, à l'adresse [Pierre-Andre.Dubois@ne.ch](mailto:Pierre-Andre.Dubois@ne.ch)

### **Bureau des Ouvrages d'Arts et de l'Economie des eaux, BOAE :**

#### *Dangers naturels :*

Le giratoire projeté au Sud-Ouest se situe en secteur de dangers naturels liés à l'eau de degré moyen (probabilité d'occurrence élevée et intensité moyenne). Cela signifie qu'il pourrait être touché par une inondation, dont l'origine serait un débordement du cours d'eau des Uttinges, au nord, à l'endroit de son passage sous terre. Le second giratoire est, lui, en secteur de dangers naturels liés à l'eau de degré résiduel.

Néanmoins, compte tenu de la nature des travaux projetés, le BOAE préavise positivement la demande de permis de construire en l'état.

A toutes fins utiles, des informations générales supplémentaires relatives aux dangers naturels sont disponibles sur le site : [www.ne.ch/dangersnaturels](http://www.ne.ch/dangersnaturels), ainsi que sur cet autre site pour les aspects constructifs : [http://vkf.ch/getmedia/12d35eca-0a54-4e01-8788-07c6b0656300/Wasser\\_f.pdf.aspx](http://vkf.ch/getmedia/12d35eca-0a54-4e01-8788-07c6b0656300/Wasser_f.pdf.aspx)

Espace réservé au cours d'eau :

Rien à signaler.

## **6. Office de l'inspection du travail**

- L'ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst) sera respectée. (formule 1796).

Les publications mentionnées dans le présent document peuvent, pour la plupart, être commandées ou téléchargées sur internet :

- Documents de la Suva et de la CFST : [www.suva.ch/waswo-fr](http://www.suva.ch/waswo-fr)

## **7. Service de la sécurité civile et militaire**

## **8. Station viticole**

Voir décision du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE) (Annexe 1).

Après étude du dossier susmentionné, il apparaît que la construction des deux giratoires ne créera aucune gêne à la culture de la vigne.

Vu ce qui précède, le préavis de la station viticole est positif.

## **9. Service de la faune, des forêts et de la nature**

Voir décision du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE) (Annexe 2).

## **10. Groupe E**

Aucune remarque.

## **11. CFF**

Conformément à l'article 18m de la Loi fédérale sur les chemins de fer du 20 décembre 1957 (LCdF, RS 742.101) et après examen du dossier d'enquête SATAC n° 18296 que vous nous avez soumis, nous vous informons que nous donnons notre accord à la réalisation du projet cité en titre à condition que les charges suivantes soient respectées par le maître de l'ouvrage et qu'elles figurent dans le permis de construire / l'autorisation de travaux qui sera délivré(e) :

- Nous rendons attentif sur le fait que les CFF et le requérant ont des conventions réglant la présence de plusieurs conduites situées à proximité immédiate du périmètre du futur chantier de construction et joignons, à la présente, pour information, copies des conventions concernées.
- En cas de modifications des différents réseaux existants traversant le domaine CFF, le maître de l'ouvrage voudra bien transmettre les plans d'exécution à la fin des travaux afin de tenir à jour les conventions concernées aux CFF, Infrastructure, Contrats, Région Ouest, Av. de la Gare 45, Case postale 345, 1001 Lausanne.
- Compte tenu de la proximité des installations ferroviaires, le maître de l'ouvrage devra prendre contact, cinq semaines avant le début des travaux, avec Monsieur Edgar Raemy des CFF Infrastructure, Travaux à proximité de la voie (tél. 079 223 19 82, [edgar.raemy@sbb.ch](mailto:edgar.raemy@sbb.ch)) pour régler les problèmes de sécurité liés à l'exploitation ferroviaire ainsi que pour coordonner les prestations CFF.
- Des mesures de protection devront être prises lors de l'utilisation d'engins de levage et de machines de chantier à proximité des installations ferroviaires des CFF. Les engins

pouvant pénétrer dans la zone dangereuse électrique et des trains devront être mis à terre (éventuellement pose d'un éclateur) et être équipés d'un dispositif limitant les mouvements de déplacement.

- La stabilité du tracé, des remblais, des fondations des culées, des piliers, des murs en aile ainsi que celle des mâts de ligne de contact et des installations de signalisation devra être garantie par et aux frais du maître de l'ouvrage.
- Aucun apport supplémentaire d'eaux météoriques ne devra être effectué sur le terrain ferroviaire pendant et après les travaux de construction. Les mesures constructives nécessaires à cet effet doivent être prises, à charge du maître de l'ouvrage.
- Le terrain ferroviaire en général et notamment le lit de ballast et les autres dispositifs ferroviaires, ne devront pas être endommagés par les travaux de construction.
- La creuse ne doit pas mettre en péril le terrain ferroviaire (par exemple glissement, pierres qui dégringolent, etc.). Le maître de l'ouvrage prendra à ses frais les mesures de sécurité nécessaires à cet effet.
- La stabilité des pylônes de la ligne de contact et de leurs fondations doit être garantie en permanence. Les pylônes et leurs fondations devront être protégés contre les risques de collision avec les véhicules ou les machines de chantier. Les dites fondations ne doivent pas être dédagées par les travaux de construction, ni percées ou partiellement taillées.
- Les distances de sécurité électriques du projet d'exécution devront être respectées. Les distances minimales admises figurent dans la «Norme Suisse SN EN 50122-1».
- Au cours de l'exécution des travaux, les distances de sécurité électriques du personnel comme des machines et des engins devront en tout temps être respectées. Lorsque des engins seront utilisés, des mesures de protection adéquates devront être convenues d'entente avec M. Christian Purro des CFF, Infrastructure Surveillance (tél. 079 252 01 37, christian.purro@sbb.ch) conformément au règlement RTE 20600 annexe 1.
- Tous les ouvrages et notamment les traversées de conduites, les remblais, les ouvrages de soutènement, les fouilles ainsi que les supports situés immédiatement à côté, au-dessus ou en-dessous du chemin de fer, devront être planifiés systématiquement et exécutés conformément aux règles de l'art de construire et dans le respect des normes applicables. Les justificatifs correspondants devront être délivrés par un spécialiste certifié. La sécurité de l'exploitation ferroviaire ne doit à aucun moment être entravée ni mise en danger.
- Les parois antibruit ainsi que leurs fondations ne doivent pas être endommagées lors des travaux de terrassement et d'aménagement du talus.
- Les passages inférieurs ainsi que leurs fondations ne doivent pas être endommagés lors des travaux d'aménagement du trottoir et de la chaussée sous ces derniers. En cas de terrassement pour la pose de conduites, il sera procédé par étapes tout en étayant les fouilles.
- La responsabilité du maître de l'ouvrage est engagée en cas de dommages causés aux installations ferroviaires ou de risques pour la sécurité de l'exploitation ferroviaire dus au projet de construction. Le maître de l'ouvrage devra souscrire une assurance adéquate pour les travaux de construction.
- Les frais résultant d'un éventuel suivi du projet par les CFF sont à la charge du maître de l'ouvrage.
- Toutes les adaptations des installations CFF ainsi que les remises en état des parcelles CFF touchées, de même que toutes les prestations de planification, de conseil ou de contrôle ainsi que celles nécessaires à l'étude et à la réalisation des mesures de sécurité par les CFF, seront facturées au maître de l'ouvrage.

- Toute modification du présent projet devra nous être soumise pour approbation, conformément à l'art. 18m LCdF.
- L'autorité compétente chargée de délivrer le permis de construire est priée d'en remettre une copie aux CFF, Droits fonciers Région Ouest (en format électronique, si possible, à l'adresse indiquée en bas de la première page).

### C) CONCLUSION

Nous préavisons **favorablement** ce projet à condition que les remarques formulées dans les préavis susmentionnés soient respectées. L'octroi du permis de construire est de la compétence des communes (article 29 de la loi sur les constructions), qui peuvent, dans les limites de leur autonomie, prévoir d'autres conditions que celles précitées après avoir statué sur d'éventuelles oppositions.

Le droit des tiers demeure réservé.

Une taxe administrative de **3'870 francs** est mise à la charge de la commune.

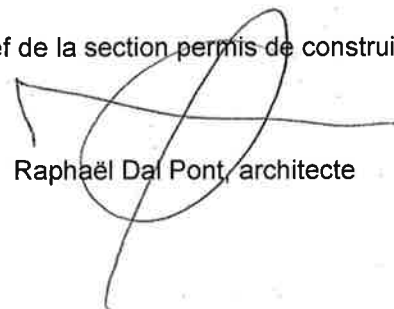
Veuillez agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers communaux, nos salutations distinguées.

L'aménagiste cantonal



Dominique Bourquin

Chef de la section permis de construire



Raphaël Dal Pont, architecte

#### Annexes :

- dossier de plans
- décisions spéciales + facture
- préavis de Pro Infirmis